



Le sciage artisanal autour de Kisangani : gouvernance et impacts

Guillaume Lescuyer, Bernard Adebu, Pitchou Tshimpanga



THINKING beyond the canopy

Contexte et objectifs

- Une part majeure du bois d'œuvre consommé en ville provient des zones rurales (et peu des usines)
- Un secteur artisanal qui se développe en milieu rural
- Quels impacts sur les conditions de vie locales?
- Quels filières, quels réseaux, quelle rentabilité?
- Quelles mesures pour sécuriser et «durabiliser» le secteur ?

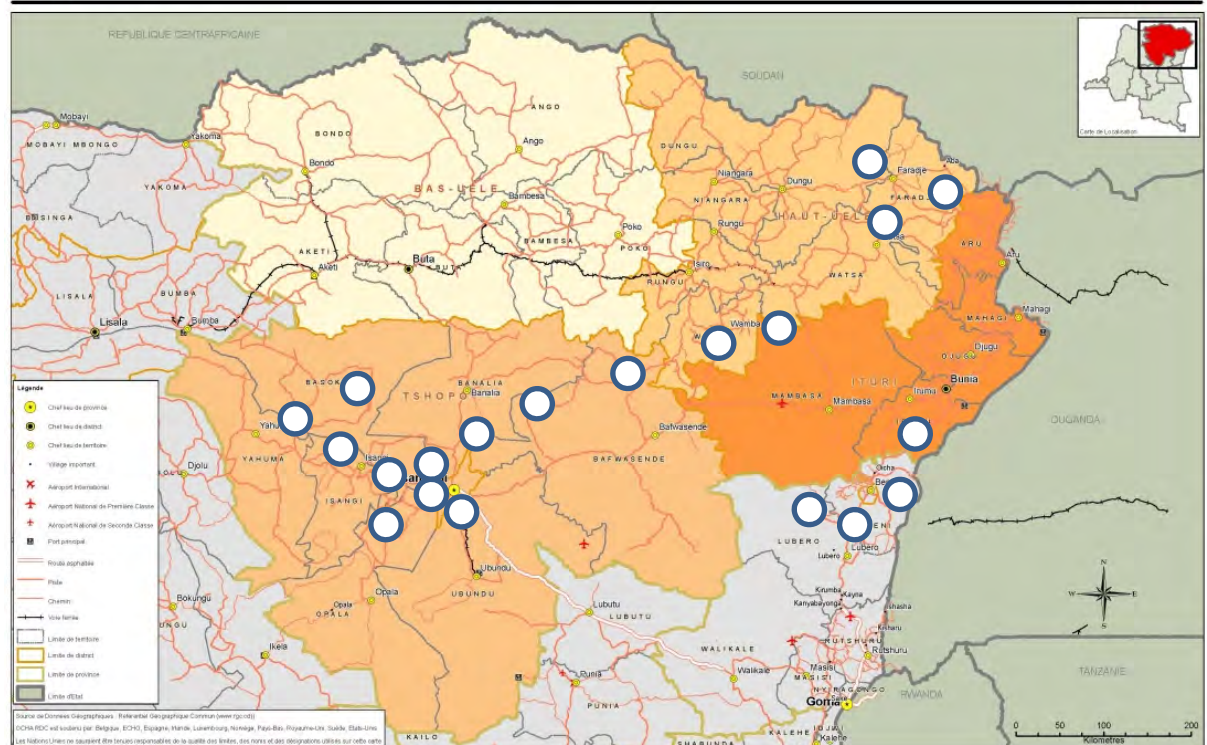
Protocole d'enquête

- Données collectées entre 2010 et 2012:
 - 29 collectivités
 - 91 responsables interrogés (adm, OSC, élus, chefs coutumiers...)
 - Historique et ampleur de l'activité, bénéfices et coûts collectifs,...
 - 321 exploitants interrogés
 - 440 opérations de sciage analysées
 - Historique de leur activité, utilisation des revenus, permis, CdC, problèmes rencontrés, profits et coûts

- Méthodes utilisées:
 - Entretien structuré
 - Entretien semi-dirigé et questionnaire
 - Visite de terrain



UN Office for the Coordination of Humanitarian Affairs - République Démocratique du Congo
 R D Congo - Province Orientale - Carte administrative
 Septembre 2009



Perceptions du sciage artisanal à l'échelle des collectivités



Diagnostic à l'échelle des collectivités

- Démarrage de l'activité du sciage artisanal avec tronçonneuse:
 - Démarrage lent au début des 90s, poursuivi jusqu'en 2000
 - Essor majeur entre 2000 et 2005
 - Croissance plus lente après 2005
- Taux d'équipement:
 - Nombre moyen de scieurs par collectivité: 23
 - Nombre moyen d'équipements de transformation (raboteuse, déligneuse...): 2,7, mais seulement dans la moitié des collectivités visitées
- Destination des produits: 1/3 pour Kisangani, 1/6 pour marché local, 1/2 pour marchés lointains (Kinshasa ou Est)

Les problèmes rencontrés (selon les collectivités)

Abus de confiance entre patrons et scieurs	15%
Evacuation des produits	13%
Conflit foncier avec ou entre les ayant droit	12%
Equipement cher et de mauvaise qualité	12%
Raréfaction des ressources	11%
Accès aux financements	11%
Tracasseries et corruption (autorités adm et coutum)	10%
Une taxation confuse, instable et chère	7%
Peu de retombées pour les communautés	4%
Pénibilité et risque de l'activité	3%
Insécurité des zones de coupe	2%

Et les solutions envisagées (selon les collectivités)

Renforcer/motiver/sanctionner le contrôle de l'Etat	21%
Organiser un marché local unique pour les sciages	15%
Encadrement technique et institutionnel des scieurs	15%
Sensibilisation (des scieurs ou des chefs coutumiers)	15%
Appui financier aux exploitants formels	9%
Reboisement dans les zones de coupe	9%
Harmoniser et/ou réduire les taxes	6%
Faciliter l'accès aux permis artisanaux	6%
Faciliter l'accès aux équipements	4%

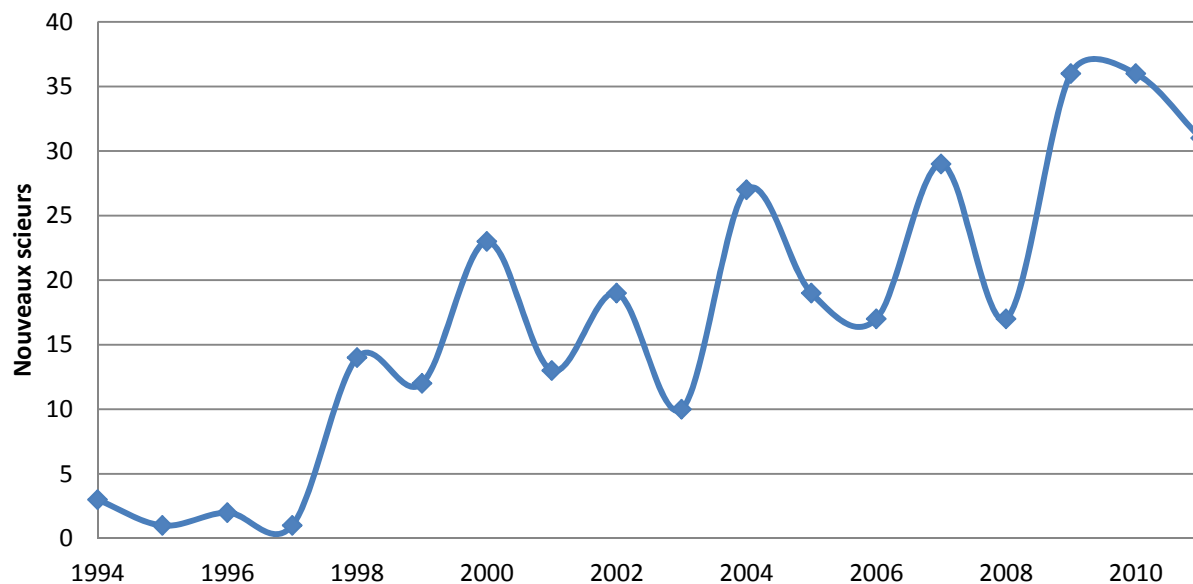
Importance du sciage artisanal pour les exploitants artisanaux



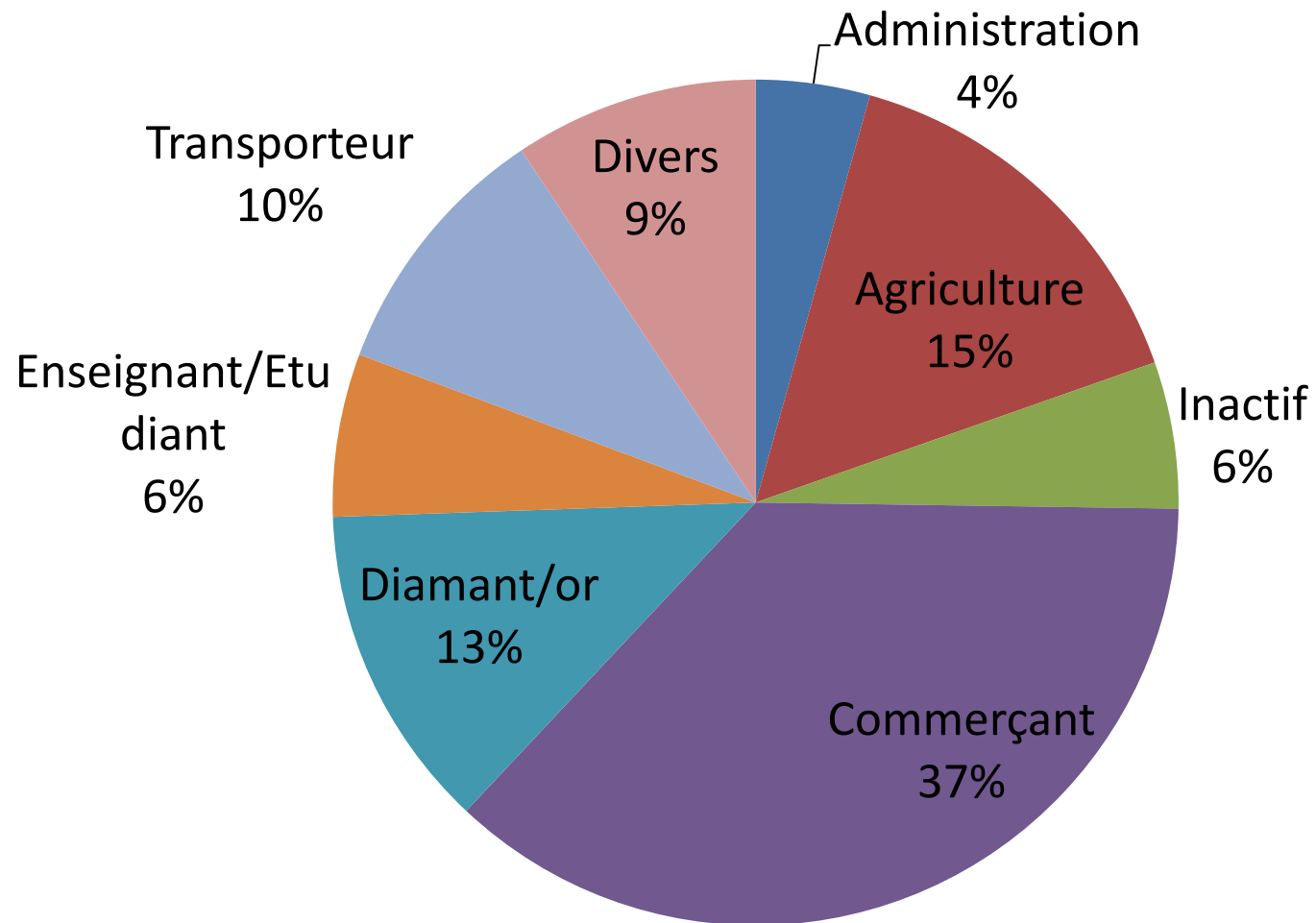
Enquêtes auprès des exploitants: premières caractéristiques

- 43% des scieurs sont natifs de la zone où ils exercent, 27% sont originaires de la province, 30% viennent d'autres régions
- Une augmentation forte et continue de leur nombre à partir du milieu des années 1990
- 89% sont propriétaires de leur tronçonneuse
- Prix moyen d'achat des tronçonneuses: 1420\$

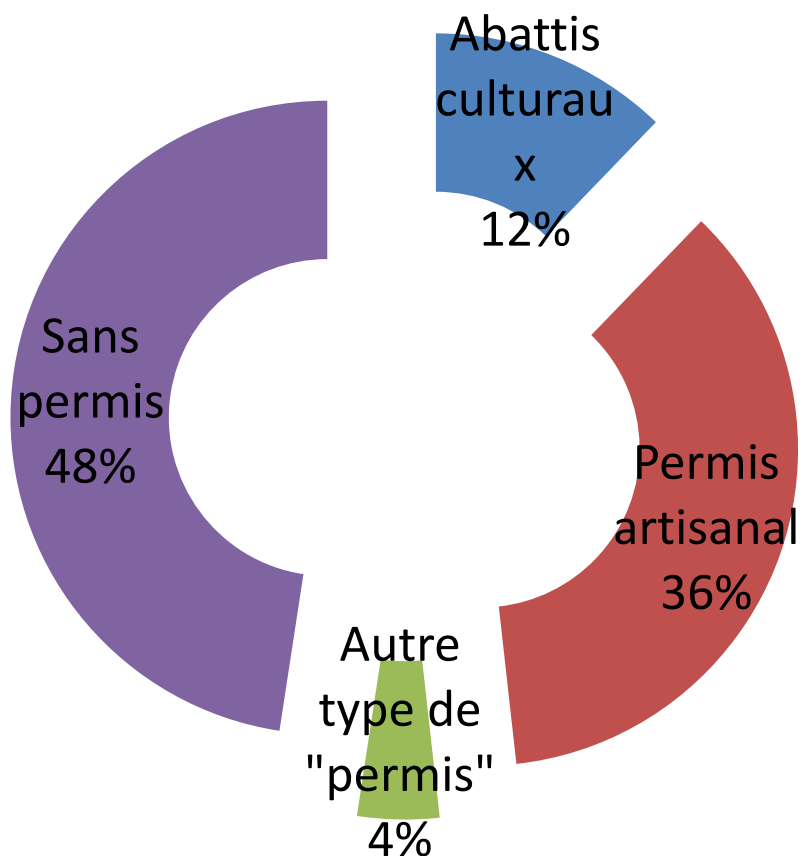
Effectif de nouveaux entrants par an



L'origine professionnelle des exploitants

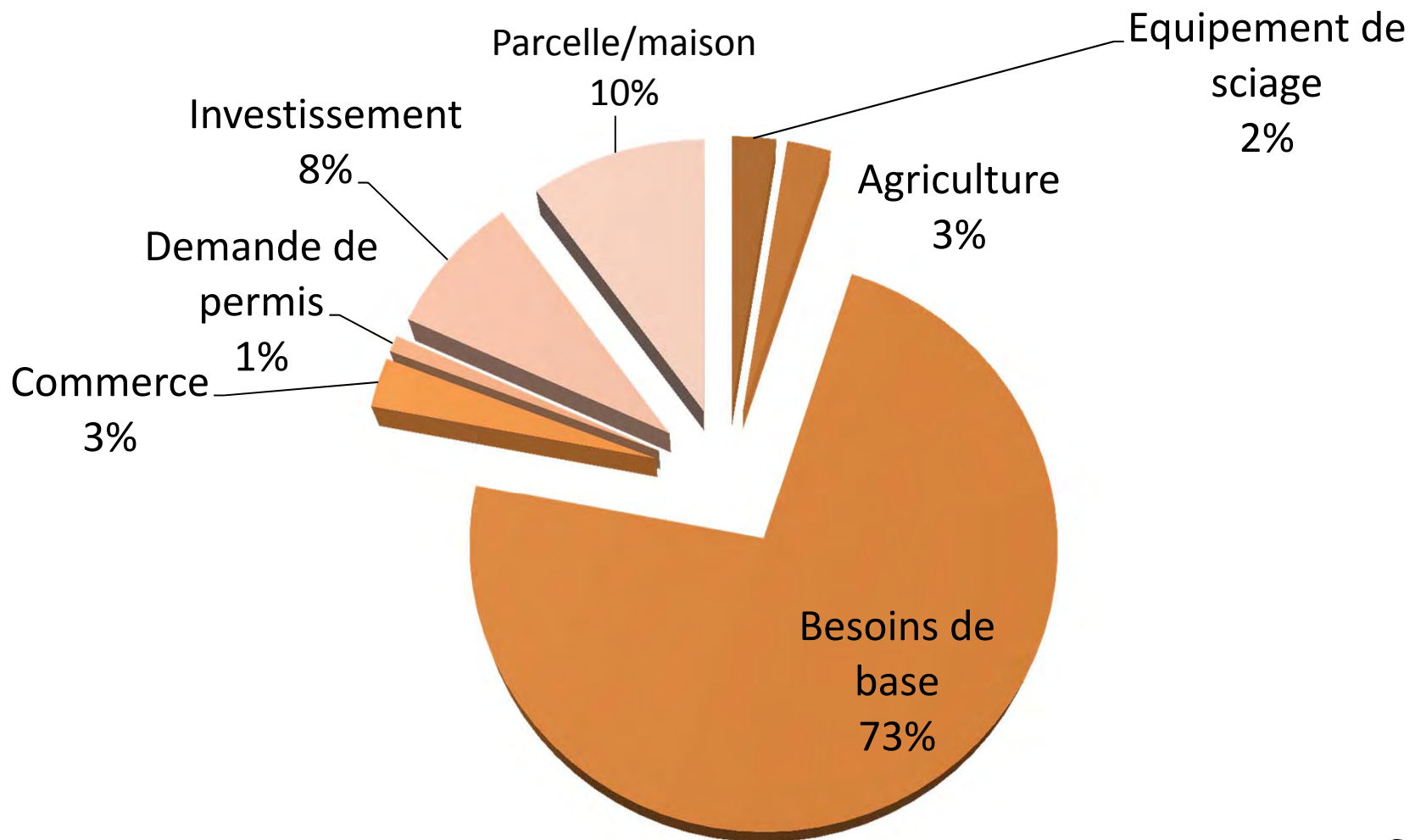


Les permis utilisés



- Surface moyenne du permis de 100ha !
- Valeur moyenne du Cahier des Charges: 1960\$

L'utilisation des revenus générés



Principaux problèmes rencontrés par les exploitants artisanaux

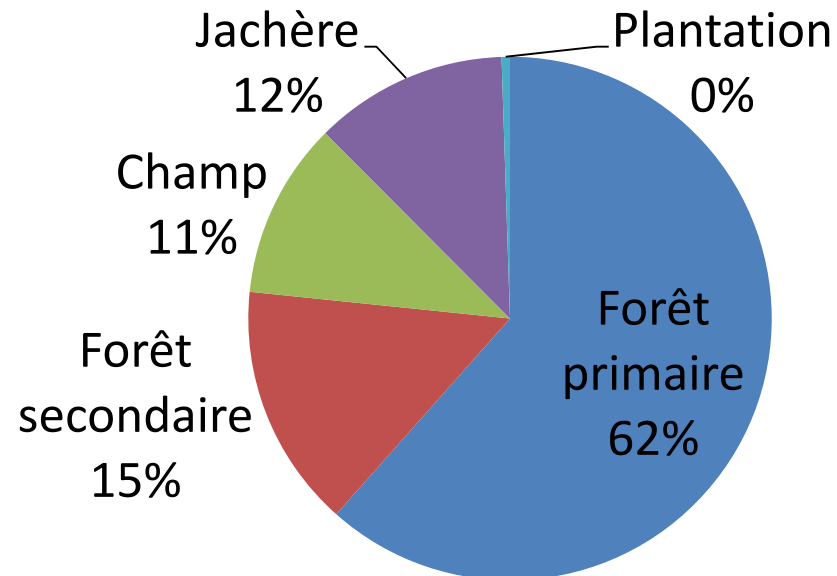
	Scieur	Collectiv
Accès aux financements	20%	
Équipement cher et de mauvaise qualité	18%	12%
Évacuation des produits	15%	13%
Tracasseries et corruption (autorités adm et coutum)	14%	
Une taxation confuse, instable et chère	13%	
Pas de marché local lucratif	6%	
Pénibilité et risque de l'activité	2%	
Abus de confiance entre patrons et scieurs	2%	15%
Faible formation de la main d'œuvre	2%	
Conflit foncier avec ou entre les ayant droit	2%	12 %
Peu de retombées pour les communautés	2%	
Pas de structure d'encadrement	2%	
Raréfaction des ressources	1%	12%

Principales solutions envisagées par les exploitants artisanaux

	Scieur	Collectiv
Harmoniser et/ou réduire les taxes	38%	
Appui financier aux exploitants formels	27%	9%
Encadrement technique et institutionnel des scieurs	11%	15%
Organiser un marché local pour les sciages	8%	15%
Renforcer/motiver/sanctionner le contrôle de l'Etat	5%	21%
Faciliter l'accès aux équipements	5%	
Sensibilisation (des scieurs ou des chefs coutumiers)	4%	15%
Faciliter l'accès aux permis artisanaux	2%	
Reboisement dans les zones de coupe	0%	

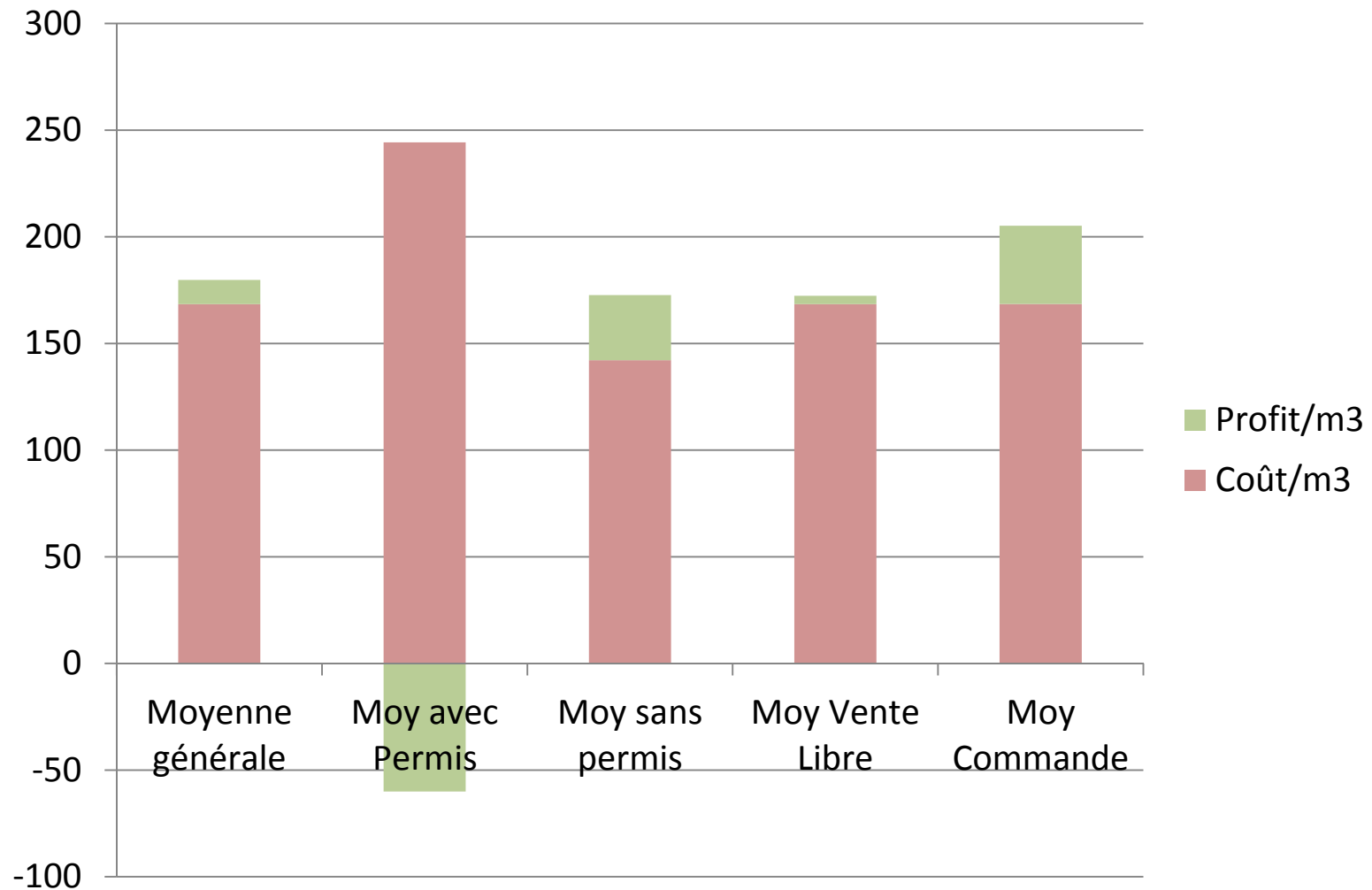
Exploitation artisanale du bois d'œuvre: l'amont de la filière

- Les espaces exploités:

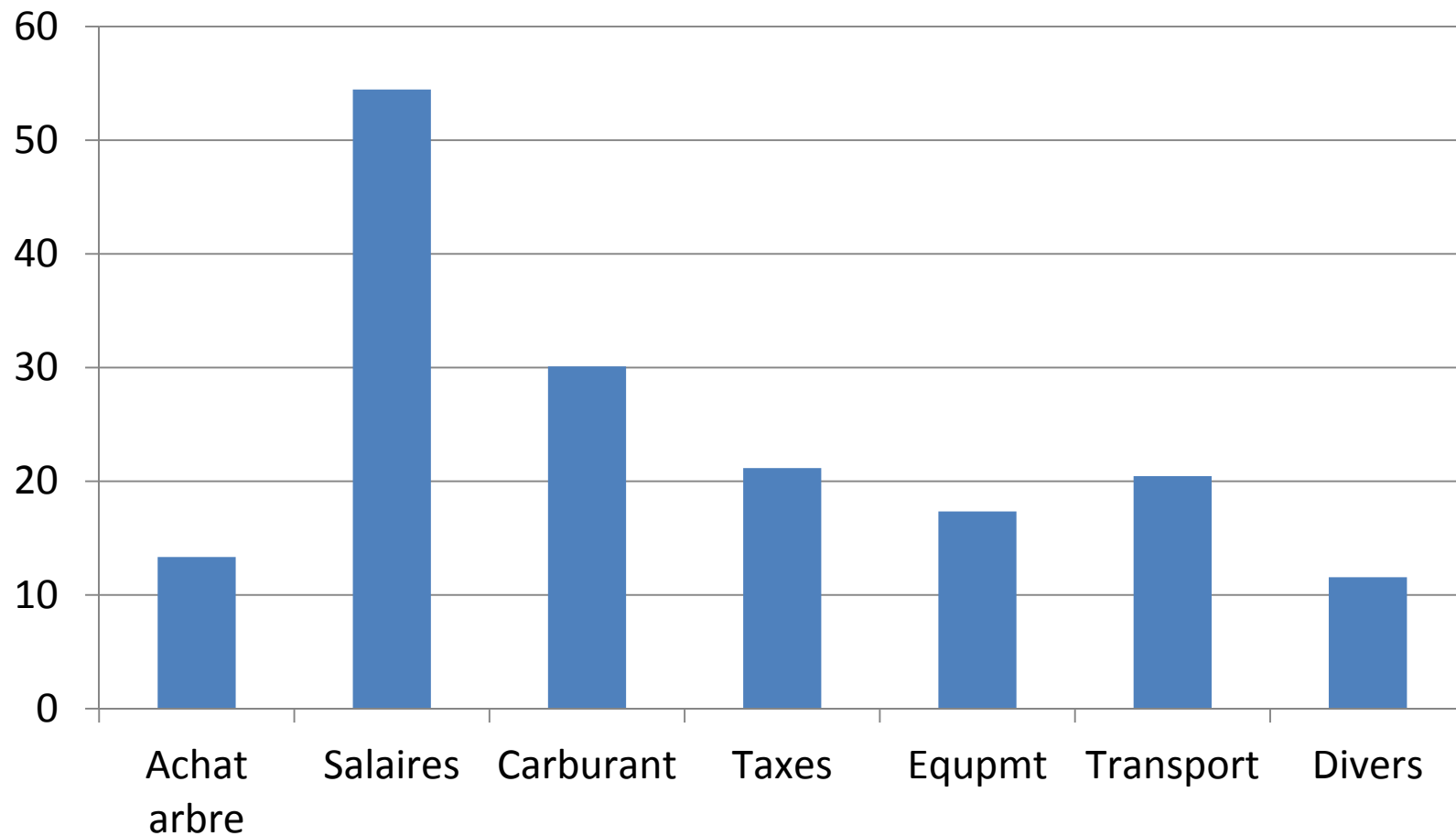


- La distance moyenne parcourue: 3km ($\sigma=1,75$ km)
- Les espèces exploitées:
 - 19 espèces citées, avec 3 espèces (sipo, acajou, afromosia) qui représentent 66% des citations

Exploitation artisanale du bois d'œuvre: quelle rentabilité ?



Exploitation artisanale du bois d'œuvre: la répartition des coûts



Une préoccupation environnementale ?

	Congo	RCA	Gabon	Cameroun	RDC – Province orientale
Distance (de marche) du site d'abattage	4,2km	4,2km	1,4km	1km	3km ($\sigma=1,75\text{km}$)
Volume de sciage produit par arbre abattu	0,52m ³	2,3m ³	2,91m ³	3,18m ³	5,7m ³

Leçons et perspectives



Des permis peu compatibles avec la réglementation

- Autorisations qui n'existent pas dans le code forestier et/ou délivrés par des autorités non habilitées
- Application douteuse des permis artisanaux:
 - Des permis non renouvelés tous les ans
 - mais qui servent à demander tous les ans des “assiettes de coupe” de 5-10ha (à raison d'un versement de 50\$ par ha)
 - Apparemment peu de respect des surfaces octroyées
 - Pas de contrôle ni de l'administration, ni des populations

Produits et marchés

- Bois rouge, pièces de gros volume ($\geq 0,1\text{m}^3$) exportées vers pays riverains, 160-180\$/m³
- Bois rouge, pièces de petit volume, tournées vers la consommation locale, 80\$/m³
- Bois blancs, pièces de volume petit et moyen, tournées vers la consommation locale, 70-80\$/m³



Estimation des coûts fixes

- Coûts d'accès au permis
 - 500\$ pour l'obtention de l'agrément à la profession forestière (pour 3 ans) ;
 - au moins 600\$ pour faire établir l'avis de vacance de terre délivré sur une « concession » précise (entre 25 et 200ha);
 - 50\$/ha pour exploiter pendant une année une surface donnée dans la concession (5-10 hectares par an)
- Cahier des charges
 - Négocié avec chef de communauté et parents proches
 - En nature et en argent liquide
 - Coût autour de 1960\$

Rentabilités

- Rentabilité pour le scieur autour de 14 \$/m³ (CA – coûts variables)
- Rentabilité pour le commanditaire sans doute supérieure à 100 \$/m³ (prix de vente finale – (prix d'achat + coûts transport))
- En Ituri, un système de dépendance forte des scieurs par rapport à leurs commanditaires du Kivu qui contrôlent les marchés d'export et fixent les volumes et les prix d'achat (en contrepartie de l'avance des coûts fixes)

Impacts sur la forêt

La demande des marchés pour des pièces de volume important en bois rouge



Impacts positifs

- Focus sur quelques espèces
- De longues distances sont parcourues pour trouver des arbres d'un large diamètre
- Une exploitation très sélective

Impacts négatifs

- Faible coefficient de transformation du bois grume en bois scié
- De nombreux rebus abandonnés en forêt

Impacts sur les populations riveraines

- Une répartition inéquitable des revenus tirés de l'exploitation artisanale
 - Le chef et ses parents sont le plus souvent les seuls bénéficiaires des retombées du cahier des charges
 - Dans certaines zones, les salaires versés localement sont accaparés par des travailleurs venant du Kivu
- Quelques pistes de solution:
 - Un cahier des charges standard où la répartition des bénéfices est formalisée et plus équitable
 - Une plus grande formation des jeunes du village afin d'accéder aux emplois liés à l'exploitation artisanale

This document has been produced with the financial assistance from the European Union. The views expressed herein can in no way be taken to reflect the official opinion of the European Union.



ASANTE SANA !

g.lescuyer@cgiar.org



The Center for International Forestry Research (CIFOR) is one of the 15 centres supported by the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR)



THINKING beyond the canopy

